ASSEMBLÉE NATIONALE

26 septembre 2016

ÉGALITÉ RÉELLE OUTRE-MER - (N° 4000)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL289

présenté par

M. Letchimy, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires économiques, M. Tuaiwa,
Mme Sage, M. Gomes, M. Reynier et M. Tahuaitu

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 15, insérer l'article suivant:

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport pour évaluer les obstacles rencontrés par les ultramarins résidant en métropole quant à leur domiciliation bancaire outre-mer.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer la difficulté, que rencontrent les ultramarins présents en métropole, relative à leur domiciliation bancaire en outre-mer. Ceux-ci se voient régulièrement refuser certains services (cartes de fidélité) ou crédit en raison de leur domiciliation bancaire hors métropole, assimilée à un compte à l'étranger.

L'outre-mer fait partie intégrante de la France et pourtant les compatriotes ultramarins rencontrent encore à ce jour de nombreuses difficultés à faire valoir leur droit. Du fait d'une domiciliation bancaire hors de l'hexagone, ils sont assimilés à « des étrangers ». A l'heure de l'égalité dite « réelle », il s'agit là de réparer une iniquité et de rendre la République exemplaire dans la lutte contre les discriminations et les inégalités.